

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londⁿ, chez MM. Delley, Davies & Co, 1, Finch^h, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

Musée	Bourse
3 0/0	79 05
3 0/0 amortiss. ..	80 65
4 1/2 0/0 1883 ..	108 55
Cons. anglais ..	100 3/16
Italie	94 10
Flor. autric. (or).	87 1/4
Esp. Extér. nouv.	56 1/16
Egyptien 6 0/0 ..	320
Ch. Egyptiens ..	440
Turc 4 0/0 (nouv.)	13 55
Banque ottomane	480

PARIS, 15 OCTOBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Les ministres se sont réunis en conseil de cabinet au ministère de la justice sous la présidence de M. Henri Brisson. La situation générale a été naturellement l'objet des délibérations ministérielles. On a décidé de recourir aux moyens extrêmes, et la circulaire rédigée par M. Allain-Targé, dont nous donnons la substance, a été approuvée.

Le président de la République a reçu hier M. de Cadenas, l'ambassadeur d'Espagne. M. Grévy a reçu ce matin, à onze heures et demie, Mgr du Rende, nonce du Pape. A deux heures un quart, le président a reçu le comte de Flandre.

M. Allain-Targé a adressé une circulaire aux préfets. Comme on le verra, ce n'est ni plus que moins que la bride laissée sur le cou aux fonctionnaires de se livrer à toutes les manœuvres de la candidature officielle.

Voici comment s'exprime le ministre : Dans les départements où il y a un second tour de scrutin des manœuvres des partis monarchistes sont signalées, votre devoir ; et celui de tous les fonctionnaires est de montrer votre fidélité à la République. Rassurez-vous que si s'effraient... Je déclare que ceux qui m'auraient à leur devoir de dévouement sont les seuls qui aient à craindre... Réprimez toute fraude, tout écart. Vous serez approuvés par moi et mes collègues. Signalez-moi les faits particuliers... Dénoncez par tous les moyens en votre pouvoir les fausses nouvelles qui circulent, et celles qu'on annonce sur le Tong-King, et toute autre affaire... Protégez la liberté des électeurs contre toute tentative d'intimidation.

Marseille, 15 octobre.

Le conseil municipal a adopté les conclusions du rapport de M. Lapeyre, tendant à l'ouverture, au budget de 1886, d'un crédit supplémentaire de 50,000 francs pour la transformation de la halle Puget en église, en remplacement de l'église Saint-Martin, qui sera démolie, afin de permettre l'achèvement de la rue Colbert.

Au Palais

COUR D'ASSISES DE LA SEINE

L'audience est ouverte à onze heures 25 minutes. Ribout est toujours calme et paraît être tranquille sur l'issue des débats. Le premier témoin entendu est M. Quiot, père de Mme Ribout. Il raconte dans quelles circonstances il a mis sa fille en apprentissage chez Ribout et constate que Mme Ribout était malade depuis longtemps. Je crois, dit-il, qu'elle avait un cancer et qu'elle était condamnée. « Ma fille, dit-il encore, m'a avoué que Ribout lui faisait la cour et qu'elle s'attachait à lui à cause de la malheureuse situation de sa femme. » M. Brouardel est entendu ensuite. Il ne peut affirmer que la mort de Mme Ribout soit le résultat d'une intoxication. Il ne croit pas non plus qu'elle soit morte du choléra. Une discussion s'engage entre M. Demange et M. Brouardel sur la possibilité d'un cas de choléra. M. Demange dit qu'il prouvera qu'il y en a eu plusieurs dans les mois de novembre, décembre, janvier et février. Un juré se trouvant indisposé, l'audience est suspendue pendant cinq minutes. A la reprise, la discussion médicale continue entre MM. Brouardel, Pouchet et Vulpian, professeurs à la Faculté, chargés de la contre-expertise. On ne pense pas que le verdict puisse être rendu avant huit heures du soir. (L'audience continue).

En Orient

Vienne, 15 octobre.

On croit qu'après la remise de la Déclaration à Constantinople, le et à Sofia, qui a eu lieu hier, une conférence ne tardera pas à s'ouvrir entre les représentants des grandes puissances et la Turquie.

Constantinople, 15 octobre.

Contrairement aux bruits qui ont couru, il est inexact que les ambassadeurs aient proposé le retour au statu quo ante. Aucune initiative n'a été prise par eux. Ils n'ont même pas encore délibéré sur le fond de la question.

EXTÉRIEUR

Londres, 15 octobre.

On mande de Madrid au Standard, le 14 octobre : Hier, le gouvernement espagnol a adressé à Berlin une note par laquelle il déclare accepter définitivement la médiation du Pape dans la question des Carolines, tout en repoussant les arguments contenus dans la dernière note allemande contre les droits historiques de l'Espagne à la souveraineté sur cet archipel.

Buda-Pesth, 15 octobre.

Le gouvernement austro-hongrois a donné des ordres aux chemins de fer du Sud et

de la Bosnie pour préparer des transports éventuels de troupes. On assure que la Compagnie de navigation du Danube a reçu des instructions analogues.

INFORMATIONS

Le commandant Antonio del Castillo, capitaine de frégate dans la marine portugaise, vient d'être adjoint à la commission internationale chargée de régler le différend qui s'est élevé entre la France et le Portugal au sujet de la délimitation de notre frontière du Sénégal.

Par suite de cette adjonction, la commission se trouve ainsi composée : Pour la France : M. de Laboulaye, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Lisbonne ; le capitaine de vaisseau O'Neill, ancien commandant de notre division navale, sur les côtes occidentales d'Afrique et le docteur Bayol, lieutenant-gouverneur au Sénégal.

Pour le Portugal : M. d'Andrade Corvo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ; le capitaine de frégate Antonio del Castillo et M. Carlos du Boccage, secrétaire d'ambassade.

La commission est actuellement réunie à Paris, suivant toutes probabilités, elle aura terminé sa mission avant la fin de l'année.

M. le baron de Beyens, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Belgique près le gouvernement français, est incessamment attendu à Paris.

Ce diplomate est chargé de représenter officiellement le roi Léopold aux cérémonies qui auront lieu au château d'Eu à l'occasion du mariage de la princesse Marie d'Orléans, fille de M. le duc de Chartres.

AVIS AUX ÉLECTEURS

Un Million de Déficit par jour

L'administration vient de révéler quel a été, pour les trois premiers trimestres de 1885, le produit des impôts indirects et de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières.

Les résultats constatés par ce document officiel sont vraiment inquiétants. En effet, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières présente, comparative-ment aux évaluations budgétaires, une

Infériorité de produit de
2,145,500 francs

Les impôts indirects présentent, à leur tour, comparativement aux mêmes évaluations budgétaires,

Une insuffisance de 19,921,000 fr.

Soit, dans les recettes présumées du Trésor,

Un Déficit

qui, pour neuf mois seulement, se traduit par un chiffre de

22,026,500 francs

Si telle est la situation du côté des recettes, comment nous apparaît-elle du côté des dépenses ?

Ici le tableau revêt un aspect malheureusement encore plus sombre.

Sans parler des crédits nouveaux que le gouvernement devra demander à la future Chambre pour les expéditions du Tong-King et de Madagascar, il y a

278 millions
de crédits supplémentaires

déjà consentis par les députés dont le mandat expire.

D'où il résulte que, fin septembre, le déficit constaté des neuf premiers mois (insuffisance de 22 millions dans les recettes et augmentation de 278 millions dans les dépenses), atteignait

300 millions de francs

C'est, en conséquence, depuis le commencement de l'année,

Plus d'un million de déficit par chaque journée qui s'écoule

Si les électeurs veulent que cet état de choses, ruineux pour le pays, cesse sans retard, il n'y a qu'un moyen : repousser énergiquement les candidats républicains aux scrutins de ballottage.

S'il existe en dehors de l'Europe, comme il n'en faut pas douter, des politiques avisés et prudents, connaissant les obligations que le pouvoir impose et sachant, à l'occasion, s'en servir avec modération et fermeté, il est à croire que le spectacle prolongé que leur donnent les grandes puissances les amène à prononcer les mots de décadence et de confusion. Rien n'est plus surprenant, en effet, plus contraire aux devoirs des gouvernants, plus nuisible à l'intérêt général que l'incroyable longanimité dont l'Europe s'inspire en présence de l'audace inattendue de quelques-uns de ses créatures politiques. Certes, en mettant au monde, avec un excès de soins paternels, ces rejetons issus des batailles qu'ils n'ont pas livrées et qui s'appellent la Serbie, la Bulgarie et le reste, les vieilles nations ne pensaient pas qu'elles préparaient à leurs peuples, lassés de tant d'efforts et de sacrifices, de nouvelles causes de trouble et de perplexité. Et elles avaient raison de ne pas le croire ; car tout indiquait qu'à la moindre velléité de l'agresseur, il suffirait aux éditeurs responsables de ces nationalités nouvelles d'un franc-maçon de soulever pour faire rentrer dans le rang le présomptueux qui voudrait s'en égarer.

Il n'en est pas ainsi, du moins jusqu'à ce jour. Les présomptueux, loin de se

calmer, se croient encouragés par des mesures dilatoires.

Les diplomates se contentent de déclarations qui distribuent l'éloge ou le blâme sur un même ton banal permettant à peine de distinguer l'un de l'autre. Là où une décision ferme et simple, fondée sur l'exécution loyale des traités, eût calmé par enchantement ces manifestations factices, l'hésitation et la lenteur peuvent accumuler des orages dont le retentissement se fera ressentir bien au delà de la vallée du Danube.

Il est temps encore d'y pourvoir. Nous voulons espérer que la clairvoyance et l'énergie ne feront pas défaut aux régulateurs tout-puissants des destinées de l'Europe. L'empereur de Russie a déjà donné un grand exemple de bon sens pratique et de largeur d'esprit. M. de Talleyrand disait au congrès de Vienne : « Je veux être un bon européen. » Le czar s'est montré un bon européen. Le parti des gouvernements de marionnettes seules traces. Le seul résultat logique et moral de l'insurrection bulgare et des fanfaronnades serbes ou hellènes doit être un rappel précis et formel à l'exécution des obligations oubliées de toutes parts. La Turquie, déitrice de l'Europe, est aussi créancière des petits Etats qui se lèvent contre elle avec l'insolence traditionnelle des gens accoutumés à ne pas payer leurs dettes. Pour toute pénitence, nous demandons qu'on les condamne à exécuter leurs engagements. Cela leur apprendra à se tenir tranquilles et remettra un peu d'ordre dans les idées et dans les faits. Que les gens qui n'existent qu'en vertu du traité de Berlin se conformant au traité de Berlin ou renonçant à l'existence. C'est simple et catégorique. L'Europe, en tenant un autre langage, se réduirait au rôle de Géronte berné par Scapin.

Nous avons fait connaître que le conseil municipal de Marseille avait admis à la discussion le vote du sieur Gras, tendant d'une part à l'expulsion des princes, et d'autre part à la condamnation à mort de tout auteur d'une tentative de restauration monarchique. Nous apprenons aujourd'hui que le conseil a adopté, par quatorze voix contre six, la première partie de ce vote libéral, et que nous nous en félicitons.

Par contre, la deuxième partie du vote a été retirée par son auteur, en présence de l'opposition de plusieurs de ses collègues. Le sieur Gras doit être navré ; mais qu'il se console : avant peu, ses bons collègues comprendront mieux son patriotisme, et ils seront les premiers à se servir de la double hache que leur offrira le citoyen Lockroy.

COMME EN L'AN V

L'histoire se recommence toujours : cela a été dit, redit et prouvé bien des fois, sans que pour cela l'enseignement profite à ceux à qui s'adresse.

C'est ainsi que ce qui s'est passé en 1881, ce qui se passe en 1885, en matière d'élections, n'est que la reproduction de ce qui s'est passé en l'an V et en l'an VI. Invalidation systématique, pressions administratives, scandaleuses proscriptions, persécutions, violation de la loi, alliance du gouvernement avec les révolutionnaires, triomphe de ceux-ci : tout s'y retrouve.

Donc c'était en l'an V de la République une et indivisible (1). La fille Marianne, première du nom, s'était tellement vantée dans la boue et dans le sang que le pays s'éloignait d'elle avec horreur et dégoût. Le Directoire, idiot et vil, trônait en dictateur, tout aussi bien dans le conseil des Anciens, dans celui des Cinq-Cents que dans l'administration.

On allait procéder au renouvellement partiel des représentants du pays, et les trois directeurs se flattaient de voir leur pouvoir grandir encore.

Mais voilà que les assemblées électorales envoyèrent deux cent cinquante conservateurs dans les Conseils !

La domination jacobine menaçait d'être jetée bas.

Il fallait aviser.

Le Directoire prit ses mesures. Doze mille soldats et quarante pièces de canon furent introduits dans Paris, et tous les députés conservateurs furent arrêtés à domicile.

Les deux Conseils se réunirent et cassèrent les élections de cinquante-trois départements.

Le Directoire décréta la déportation de cinquante-trois députés, pour cause de royalisme, et chassa les deux cents autres élus.

En cette circonstance, le gouvernement avait demandé et obtenu l'appui des *Revolutionnaires indépendants* « les exagérés » comme on disait alors.

Tout naturellement, ce furent ceux-ci qui profitèrent de la victoire ; si bel et si bien que, lorsque vinrent les élections de l'an VI, le Directoire comprit qu'il allait être battu par ces mêmes exagérés.

Il fallait trouver un expédient.

Tout d'abord, le gouvernement fit publier une proclamation dans laquelle il était signifié aux électeurs primaires que s'ils ne nommaient pas des amis du gouvernement, leurs élections seraient cassées, comme en l'an V.

Ces élections de l'an VI étaient capitales.

D'une part, il fallait remplacer les députés proscrits et invalides qui n'avaient pas eu de successeurs ; d'autre part, on avait à remplacer 133 députés appartenant à la majorité gouvernementale.

(1) 4 septembre 1797.

Le dégoût de la République grandissait. La défaite du gouvernement paraissait certaine.

Le Directoire inventa les *scissions*.

On sait que les élections se faisaient au second degré. Les électeurs, choisis dans les assemblées primaires, se réunissaient dans une ville du département et choisissaient les députés.

N'étaient-ils pas d'accord : les dissidents se réunissaient dans un autre local, *déclaration scission* et nommaient des députés. La seconde fraction en faisait autant de son côté, et les deux listes étaient envoyées au Corps législatif qui statuait en dernier ressort.

Tout naturellement, le gouvernement, qui avait gardé la majorité, n'acceptait que la liste de ses amis, fussent-ils la minorité, et le Corps législatif votait en conséquence.

Cependant, le procédé menaçait de tourner contre le gouvernement. Les exagérés allaient l'écraser, absolument comme aujourd'hui les radicaux menacent les opportunistes, leurs alliés de l'heure présente.

Ce que les deux partis échangeaient d'injures alors — car les conservateurs s'étaient retirés de la lutte — ne saurait être comparé aux aménités que se lancent aujourd'hui opportunistes et radicaux.

A Paris, on déclara qu'il fallait que l'Assemblée fit scission (2), les dissidents gouvernementaux obéirent et se réunirent dans une des salles de l'Institut.

Il était dit dans l'acte de scission affiché dans Paris :

« Les citoyens se rappelleront sans cesse que c'est de la sagesse des choix dans les assemblées primaires électorales que dépend principalement la durée et la conservation de la République. »

Ne dirait-on pas un article du *Mot d'Ordre* et de la *République française* ?

Conformément à cette doctrine, que les assemblées électorales ne sont que les mandataires partiels du souverain, tandis que le Corps législatif représente la nation entière, doctrine mise en pratique par la majorité de 1881, et que celle de 1885 menace de mettre en action, le 22 floréal, le Directoire et le Corps législatif invalidaient tous les députés qui n'étaient pas sortis des réunions scissionnistes, républicains insoumis qui furent expulsés, comme l'avaient été les conservateurs de l'an V.

Résultats : deux cents voix au profit des jacobins !

En l'an VII, le courant réactionnaire devint irrésistible et les directeurs furent salués au conseil des Cinq-Cents par cette apostrophe :

« Impudents et incoptes triumvirs, le Corps législatif et l'opinion publique vous vomissent ! »

Quelques années après, nous avions le 18 Brumaire !...

Nous sommes en l'an VI... et l'histoire se recommence toujours.

UN SCANDALE

Sait-on comment les gens du gouvernement de MM. Brisson et Allain-Targé, s'y prennent pour confectonner leur fameuse liste unique ?

Sait-on par quels moyens ils obtiennent ou cherchent à obtenir le désistement des candidats qui les gênent ?

Sait-on, en un mot, à quels tripotages on se livre présentement dans le parti républicain, dans le parti dont la présence au pouvoir est un déshonneur national en même temps qu'un désastre public ?

Voici ce qui vient de se passer à Saint-Etienne : nous laissons la parole au citoyen Emile Girodet, ancien député, candidat socialiste dans la Loire :

Hier lundi, 12 octobre, écrit ce citoyen au *Reveil*, j'étais invité, par un mot signé d'un nom très apprécié dans le parti opportuniste, à me trouver à un rendez-vous dont on me laissait entrevoir toute l'importance.

A deux heures, j'étais au rendez-vous indiqué.

Le signataire de la convocation (un honnête homme dont je n'ai pas à divulguer le nom) me fait assavoir, m'offre un excellent cigare, et avec mille précautions oratoires, me déclare que les candidats opportunistes et la préfecture seraient heureux de me faire obtenir une bonne perception ou un entrepôt de tabac, si je m'employais à faire voter les républicains socialistes de la Loire pour la liste opportuniste.

Devant le marchandage qui lui était ainsi proposé, au nom de la *préfecture*, par le citoyen Laur, le citoyen Girodet déclare qu'il eût peine à retenir son indignation :

Je réfléchis, cependant, dit-il, que l'honnête homme qui me parlait n'était qu'un intermédiaire, que l'initiative d'un aussi vil marchandage — ainsi qu'il me l'avait affirmé lui-même — venait de plus haut, qu'il y avait là un tripotage politique sans nom, et je suis sorti après un refus catégorique. Jamais je n'aurais ressenti pareil outrage, et j'étais décidé à dénoncer une aussi misérable manœuvre à l'opinion des électeurs de la Loire.

C'est alors que mes amis me rappellent que des gens capables de maquignonnage ainsi la politique, n'hésiteraient sans doute pas à nier, à mentir et à protester hypocritement contre mes affirmations, me conseillent de retourner auprès de mon intermédiaire, de paraître accepter les propositions officielles et d'obtenir des garanties écrites.

Je fis faire ma répugnance, et, dans l'intérêt général, j'acceptai de jouer un rôle qui me permit de démasquer ces sortes de gens.

(2) L'Assemblée se composait des 177 assemblées primaires du département de la Seine réunies dans l'Eglise de l'Oratoire.

Plusieurs entrevues eurent lieu, et l'obtention enfin la lettre suivante, que *l'on ne voulait me remettre que dimanche prochain* et qui permet de constater, malgré l'habileté et la prudence avec lesquelles elle a été écrite, que j'ai été l'objet d'un marchandage éhoulé.

Ici M. Girodet, oubliant qu'il a refusé un peu plus haut de nommer « l'honnête homme » qui lui propose ce honteux marché, livre parfaitement à la publicité, y compris la signature, ce mandataire de la préfecture est le citoyen Laur, spécialement chargé de « se mettre en contact » avec les comités socialistes du bassin de Saint-Etienne.

La première partie de sa lettre est toute remplie de l'éloge républicain de M. Girodet ; elle continue en ces termes :

Je vous conjure, à mon tour, de ne point vous retirer du mouvement, mais d'user d'une façon large des droits que vous créez auprès des républicains, votre conscience dans vos convictions, les sacrifices patriotiques énormes que vous avez faits pour la République et l'abrogation dont vous faites preuve aujourd'hui.

Disposez donc de moi, cher monsieur Girodet, et croyez bien qu'en vous aidant de tout mon pouvoir, soit personnellement, soit par mes relations avec mes collègues, je vais créer une situation nouvelle, je ne me suis inspiré que des intérêts de la République.

Salut et fraternité.

F. LAUR.

Nous n'avons rien à ajouter à cette misérable et scandaleuse histoire. Le récit qu'on vient de lire est suffisamment clair, et nous n'avons, pour conclure, qu'à citer ces lignes du *Mémorial de la Loire* :

« Les honnêtes gens de tous les partis doivent être reconnaissants à l'ancien député d'avoir démasqué publiquement les tripotages politiques qui, avant même d'être nommés, disposent déjà du budget de l'Etat pour acheter les consciences. »

Le *Sicile* annonçait hier que le ministre de l'intérieur a chargé les préfets de recueillir tous les faits relatifs aux élections et d'en former « un dossier complet qui sera soumis à la Chambre en temps opportun. »

L'histoire du marché offert à M. Girodet commencera brillamment le dossier de M. le préfet de la Loire.

Odieuses manœuvres !

Après avoir nié effrontément toutes les nouvelles que nous avons données de l'envoi de troupes au Tong-King et de l'apurement de plusieurs transports, les journaux opportunistes et ministériels sont obligés de convenir que nous disions vrai. Mais comme cet aveu leur coûte à la veille des élections, ils balbutient une foule d'explications fort peu claires pour atténuer ce qu'ils n'osent plus démentir. Ils chicanent sur les chiffres, sur les dates et tentent ainsi de créer dans les esprits une confusion dont ils espèrent que le scrutin de dimanche se ressentira.

Pourquoi ces envois dans un moment si important ? s'écrie la *République française* qui ajoute : La désignation des volontaires destinés au Tong-King aurait pu sans inconvénients se faire dans la seconde quinzaine d'octobre. Après les élections, n'est-ce pas ? On n'est pas plus naïf ni plus cynique. Que la *République française* se rassure : le gouvernement ne perd pas de vue l'intérêt électoral et en voici une preuve nouvelle dans la lettre que nous venons de recevoir et que nous tenons à la disposition de qui voudra en prendre connaissance :

Après les élections, n'est-ce pas ? On n'est pas plus naïf ni plus cynique. Que la *République française* se rassure : le gouvernement ne perd pas de vue l'intérêt électoral et en voici une preuve nouvelle dans la lettre que nous venons de recevoir et que nous tenons à la disposition de qui voudra en prendre connaissance :

Après les élections, n'est-ce pas ? On n'est pas plus naïf ni plus cynique. Que la *République française* se rassure : le gouvernement ne perd pas de vue l'intérêt électoral et en voici une preuve nouvelle dans la lettre que nous venons de recevoir et que nous tenons à la disposition de qui voudra en prendre connaissance :

Après les élections, n'est-ce pas ? On n'est pas plus naïf ni plus cynique. Que la *République française* se rassure : le gouvernement ne perd pas de vue l'intérêt électoral et en voici une preuve nouvelle dans la lettre que nous venons de recevoir et que nous tenons à la disposition de qui voudra en prendre connaissance :

Après les élections, n'est-ce pas ? On n'est pas plus naïf ni plus cynique. Que la *République française* se rassure : le gouvernement ne perd pas de vue l'intérêt électoral et en voici une preuve nouvelle dans la lettre que nous venons de recevoir et que nous tenons à la disposition de qui voudra en prendre connaissance :

Après les élections, n'est-ce pas ? On n'est pas plus naïf ni plus cynique. Que la *République française* se rassure : le gouvernement ne perd pas de vue l'intérêt électoral et en voici une preuve nouvelle dans la lettre que nous venons de recevoir et que nous tenons à la disposition de qui voudra en prendre connaissance :

Après les élections, n'est-ce pas ? On n'est pas plus naïf ni plus cynique. Que la *République française* se rassure : le gouvernement ne perd pas de vue l'intérêt électoral et en voici une preuve nouvelle dans la lettre que nous venons de recevoir et que nous tenons à la disposition de qui voudra en prendre connaissance :

Après les élections, n'est-ce pas ? On n'est pas plus naïf ni plus cynique. Que la *République française* se rassure : le gouvernement ne perd pas de vue l'intérêt électoral et en voici une preuve nouvelle dans la lettre que nous venons de recevoir et que nous tenons à la disposition de qui voudra en prendre connaissance :

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr. ; 6 mois, 27 fr. ; 3 mois, 13 fr. 50.
— Le numéro... 15 centimes.
DÉPARTEMENTS : un an, 65 fr. ; 6 mois, 32 fr. ; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES... 1 fr. 50 la ligne
Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
Place de la Bourse, 8
ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 4
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

AUX ÉLECTEURS

PAS D'ABSTENTION !

Le scrutin du 18 octobre a un caractère d'urgence.

Les conservateurs ont vaincu au premier tour de scrutin. Il faut que le pays profite de leur victoire.

Pour cela, cette victoire doit être poursuivie, complétée.

Si les conservateurs le veulent, la France est sauvée.

Mais si les conservateurs faiblissent, s'ils s'endorment sur un premier succès, les républicains reprendront le terrain qu'ils ont perdu, et ils se vengront en commettant de nouveaux excès et de nouvelles infamies, en hâtant l'avènement de l'ère révolutionnaire, qui est leur but final, en achevant la ruine, l'abaissement, l'effacement de la France.

Donc, le sort de la patrie française est actuellement aux mains des conservateurs.

P

« Il était temps que ça finisse. Sans cela, je serais parti avec elle. »

M^{me} Demange demande au témoin si Ribout lui a paru troublé de ce que l'ordonnance ait été laissée entre les mains du pharmacien.

R. — Pas du tout.

M^{me} Sagaire, la veuve du pharmacien chez qui a été portée l'ordonnance, et qui l'a gardée.

— Mon mari, dit-elle, fit observer que ce ne pouvait être un docteur qui avait rédigé cela.

Interrogée sur les prospectus que Ribout prétend avoir reçus, le témoin déclare qu'à la fondation de la maison, en 1874, son mari avait, en effet, lancé des prospectus mentionnant des réductions de prix pour des spécialités, mais que, depuis cette époque, rien de semblable n'avait été fait.

Le médecin qui a donné ses soins à M^{me} Ribout est ensuite entendu, ainsi que le médecin de l'état civil. Ils déclarent tous deux que la maladie à laquelle a succombé M^{me} Ribout présentait une certaine analogie avec le choléra, mais que l'épidémie n'avait éclaté que quelques mois plus tard, ils n'ont pu avoir la moindre idée que ce fut à cette maladie que devait être attribuée la mort de M^{me} Ribout.

Voici comment s'exprime M. Pouillet, le médecin de l'état civil.

— C'est à dix heures du matin que j'allais constater le décès de la femme Ribout. Je ne pus me rendre compte de la nature de la maladie qui avait amené la mort. C'est alors que, privé de renseignements suffisants et obligé de m'en rapporter à cette vague déclaration de mon confrère : « Dyspepsie », j'ai mentionné un étrangement de l'assommoir en mettant un point d'interrogation sur mon certificat.

D. — La pensée du choléra vous est-elle venue ?

R. — Non, pas du tout.

D. — Vous avez vu le docteur Cagniat ?

R. — Oui, il m'a fait part de ses doutes en me disant : « Je ne sais ce qui a pu empoisonner cette femme ; cela me semble louche. »

M^{me} Demange. — Je fais remarquer que, de l'aveu même de M. le docteur Cagniat, cette conversation se tenait avant l'enterrement, le jour même. Je demande à ces messieurs de parler sans ambiguïtés : Vous doutiez-vous d'un empoisonnement ?

— Non, ce n'est pas cela, je dis simplement que je n'étais pas fixé sur la nature de la maladie, ce qui explique mon point d'interrogation.

M^{me} Demange. — Encore une fois, je demande à être fixé et à connaître exactement la pensée qui présidait à l'enterrement des deux docteurs.

R. — Eh bien ! oui, l'empoisonnement !

M^{me} Demange. — Allons donc !... Et vous avez gardé le silence, le jour même et avant l'enterrement !

La dernière déposition entendue, celle de M. Buffet, placier en fleurs, contient une révélation inattendue qui pourra peut-être changer la face des débats :

L'accusé m'a demandé quelquefois, à propos de fleurs, si la maison que je représentais employait de la colchicine ; je lui ai répondu que c'était un produit pharmaceutique.

D. — Employez-vous de la colchicine dans votre industrie ?

R. — Je ne sais pas. Mais ce que je sais bien, c'est qu'on se sert de produits tout aussi vénéneux.

Le témoin. — Je tiens à déclarer ici que j'ai entendu dire à Aubrun que M^{me} Ribout, minée de chagrin, s'était elle-même empoisonnée par jalousie.

(Sensation prolongée dans l'auditoire).

On fait revenir Aubrun qui dit ne pas se souvenir d'avoir tenu ce propos. Buffet renouvelle sa déclaration avec une étonnante énergie.

Feuilleton de la Patrie DU 16 OCTOBRE

CRITIQUE LITTÉRAIRE

Les grands classiques latins. Les grands classiques grecs, par M. Gustave Merlet. 2 vol. Hachette, éditeur.

Paris, la province, les campagnes, viennent d'être secoués par un de ces accès de fièvre électorale qui, d'un bout de la France à l'autre, agitent, peu ou prou, quiconque a l'âge de penser. Volontiers et ballottés sont encore sur la brèche, les uns soutenant ou combattant les autres.

Cet accès bat son plein et c'est un curieux spectacle que celui de ces luttes ardentes où trop souvent chacun dépasse la mesure.

Important autant que curieux est ce spectacle dont le dernier acte va se jouer dans quelques jours et, pour en détacher ses regards, il ne faut rien moins qu'un motif, d'une façon incidente se rattache aux préoccupations du moment. L'heure n'est point à la fantaisie littéraire ; aussi n'est-ce pas de romans à sensation, d'ingénieuses nouvelles ou de contes engouffrés que nous allons nous occuper aujourd'hui.

Un écrivain de hautes visées, M. Gustave Merlet, nous ramène à cette question vitale par excellence pour les nations qui s'imaginent être assez fortes et assez sages pour diriger, au gré de leurs caprices, leurs destinées. M. Merlet nous ramène, disons-nous, à cette question vitale par excellence du développement intellectuel et du perfectionnement moral par l'instruction sortant de la routine et épiant, au cours des études classiques, sur le domaine de la critique et de la psychologie.

Tout un programme nouveau est contenu, toute une affirmation du courant particulier qui dirige l'esprit moderne, se dégage de cette phrase même de l'auteur, tirée de la préface qu'il a mise en tête de ses études littéraires sur les grands classiques latins : « Éclaircir les textes par un *Portrait* d'où ressort la physiologie de l'homme et de l'écrivain, expliquer la variété des genres et des aptitudes par l'examen du milieu social et de ses influences, analyser sans diffusion les idées maîtresses qui inspirent les principaux ouvrages, indiquer les bons endroits et les points de vue les plus favorables à la critique, condenser ainsi la substance des meilleurs travaux

Après deux dépositions sans importance, l'audience est levée.

Elle sera reprise aujourd'hui pour entendre les principaux témoins, tels que Lucio Quiot et les co-détenus de Ribout. C'est dire que l'audience d'aujourd'hui sera de beaucoup plus intéressante que celle d'hier.

Le Crime de Villemomble

Après l'entrevue de M^{me} Stocquart avec M. Ahalin, entrevue dont nous avons parlé hier, Châteauneuf a été introduit dans le cabinet du juge d'instruction qui l'a longuement interrogé.

Châteauneuf s'est trouvé en présence de M. Després, ce propriétaire de Villemomble à qui Euphrasie Mercier avait proposé sa propriété, soit en venant pour 150,000 francs, soit en garantie d'un prêt hypothécaire de 50,000 francs.

Il lui a dit que cette proposition avait été l'un des motifs qui l'avaient poussé à dénoncer sa tante, son père à lui, Châteauneuf, ayant été frustré ainsi de 300,000 francs, prêt sur hypothèque à des gens dont les titres de propriété n'étaient pas réguliers.

Quant à toutes les préventions qui pèsent sur lui dans l'affaire de Villemomble, elles sont démenties par les preuves de son alibi en Belgique, en Amérique ou en Angleterre, du 10 septembre 1880, à fin juin 1885. Châteauneuf s'est fait inscrire le 10 septembre 1880 aux registres de la population de Molenbeck-Saint-Jean, faubourg de Bruxelles, venant d'Amiens, d'où il avait déserté.

Châteauneuf fut employé à Bruxelles chez M. Dugué Dieumarec, distillateur, puis chez le frère de ce dernier.

A la suite de diverses circonstances, Châteauneuf quitta M. Dugué au commencement de février 1881, et s'embarqua le 11 avril, comme employé au jaugeage d'un navire de la *Red Star Line*, partant pour New-York.

Revenu en mai 1881, il s'occupa, à Bruxelles d'abord, à Ostende ensuite jusqu'en l'octobre 1881.

Le 1^{er} octobre 1881, il s'embarqua comme servent de 2^e classe à bord du steamer *Zealandia* de la *Red Star Line*, partant d'Anvers pour New-York, où il arriva le 13 du même mois.

Il se rend à Birmingham-Nord, où il travaillait dans les bois comme bûcheron jusqu'en janvier 1882.

Employé ensuite dans une fabrique de tissus de laine jusqu'en mai 1882, Châteauneuf se rendit à Saint-Paul, où il fut employé chez M. Chanson, propriétaire du Grand-Central-Hôtel.

En octobre 1882, il se rend à Jethesmarin, dans le Kentucky, au couvent des Trappistes français, réfugiés à la suite de l'expulsion de France, et, de cet endroit, adresse à son beau-frère le lauréat annonçant son intention de se faire complètement admettre dans ce couvent. Quelques difficultés s'étant élevées au sujet de sa dépense de voyage, il change d'avis et, jusqu'en novembre 1882, travaille au chemin de fer de Saint-Paul à Saint-Vincent, village frontalière entre les États-Unis et le Canada.

Châteauneuf avait été précédemment au couvent de Crest et au séminaire de Saint-Sulpice.

A son retour en Europe, en 1855, il entra chez les religieux français réfugiés à Partridge Green, chez les trappistes d'Anvers, etc.

Il vint ensuite à Villemomble ; mais il est prouvé qu'il ne s'y est rendu coupable d'aucun délit de faux, usage ou complicité de faux.

Quant au vol ou recel qui résulterait de la possession, par lui ou Adèle Mercier, de certains objets appartenant à M^{me} Méteuret, il n'en peut rien rester à la charge de Châteauneuf.

L'extrait d'acte de l'administration des chemins de fer belges établit que les maîtres d'Adèle, dans lesquelles se trouvaient ces objets, ne sont arrivées au domicile de Châteauneuf, 37, chaussée de Mons, que le lendemain de l'envoi de la lettre dénonciatrice au chef de district, 14 août.

Châteauneuf n'a donc pu signaler dans cette lettre la présence des objets en question.

Il n'est pas admissible, d'ailleurs, qu'un homme qui attend la justice pendant huit jours, à une résidence indiquée, pour lui

révéler un crime, garde à cette résidence des objets, d'ailleurs de nulle valeur, provenant de ce crime.

Le dossier remis, hier, par M. A. Stocquart à M. Ahalin, contient, outre le mémoire dont nous venons de donner un aperçu, de nombreuses pièces justificatives, prouvant la non-culpabilité de Châteauneuf.

Une nouvelle confrontation de Châteauneuf avec Euphrasie Mercier a eu lieu hier, après-midi, dans le cabinet de M. Ahalin, juge d'instruction.

À deux heures et demie, le dénommé d'Euphrasie a été extrait de la prison de Mazas. Mis en présence de sa tante, il a renouvelé ses déclarations précédentes et a essayé d'obtenir de celle-ci une nouvelle signature.

Jusqu'à l'arrivée de Châteauneuf en France, Euphrasie avait refusé avec obstination de signer le moindre procès-verbal. Lors de sa confrontation avec Châteauneuf à Villemomble, et avant d'avoir proféré contre lui les imprécations que l'on sait, elle discutait avec beaucoup de sang-froid les mobiles qui auraient pu pousser Châteauneuf à la dénoncer.

C'est un piège que tu me tends, dit-elle ; tu es d'accord avec ces messieurs !

— Je t'assure, ma tante, répliqua Châteauneuf, que je suis aussi malheureux que toi ; car voilà quarante jours que je suis en prison. Et puisque tu ne veux dire que la vérité, déclare à ces messieurs si jamais tu m'as donné des sommes d'argent.

Euphrasie alors confirma l'allégation de Châteauneuf.

Mais avant de signer le procès-verbal, elle exigea que son neveu remplît les marges des lignes, comptât et soulignât les mots. C'est dans ces conditions qu'elle consentit à signer le premier procès-verbal.

En ce qui concerne Adèle Mercier, M. Stocquart, devançant la commission rogatoire de Lille, a produit une déclaration authentique de M. Scalbert, banquier, qui dit qu'Adèle Mercier a été au service de M^{me} Scalbert, du 14 novembre 1881 au 11 août 1883.

Le crime présumé et les faux commis en 1883 ne peuvent donc être imputés à Adèle.

Les actes délictueux qui ont été commis par Euphrasie, du 11 août 1884 au 12 août 1885, jour du départ d'Adèle de Villemomble pour Bruxelles, ne peuvent pas non plus être imputés à celle-ci.

Les pièces du dossier de Châteauneuf à sa tante et remises à la justice, sont déjà à présent reconnues avoir été écrites par Euphrasie.

Quant à la fausse vente de la maison de l'ave-nu du Raincy, elle ne peut constituer un faux, ni une complicité de faux pour Adèle, puisque celle-ci ignore que la paration Menetret, sur laquelle elle était basée, ne fut pas régulière.

Un point surtout était ténaceux : la déposition de M. Desclercq, cousin de M^{me} Méteuret.

Celui-ci disait, en effet, qu'à Bruxelles, où Châteauneuf l'avait invité à venir pour lui apprendre le sort de M^{me} Méteuret, le neveu d'Euphrasie Mercier lui aurait expliqué qu'un faux aurait même été commis par Adèle.

C'est là une interprétation inexacte. Châteauneuf avait dit qu'un faux avait même été commis au nom d'Adèle.

Nous savons que cette explication du mémoire a été confirmée par M. Desclercq.

M. Stocquart estime qu'une lettre écrite par Adèle à M. Ransmet, le notaire de Luxembourg, et signée Euphrasie Mercier, ne peut davantage constituer un délit, étant donnée la bonne foi d'Adèle, l'absence de tout intérêt pour elle, et la pression inconsciente qu'Euphrasie exerçait sur sa nièce.

En ce qui concerne le vol et le recel, on ne peut, suivant M. Stocquart, qualifier ainsi la possession de quelques-uns objets qu'Euphrasie avait donnés à Adèle et que celle-ci a remis spontanément à la justice belge, lors de la première visite domiciliaire.

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir, réouverture des Bouffes-Parisiens, sous la direction de M. L. Lecoq.

Première représentation (revue) des *Cent Vierges*, opéra-comique en trois actes, de Clairville et de MM. H. Chivot et A. Duru, musique de Ch. Lecoq.

toutes les variétés de gouvernement et d'institutions, toutes les formes de la vie morale et sociale, tous les spectacles que peuvent donner la guerre et la paix, sous les auspices de la liberté.

« Un si riche patrimoine, légué par de tels aïeux, ne saurait donc rester étranger à une démocratie soucieuse de se chercher des ancêtres, de faire valoir ses titres de noblesse, de s'appuyer sur des traditions et de proposer à tous ses enfants, avec des modèles de goût, les plus beaux exemples de vertus publiques et privées... »

Si, imitant M. Merlet, nous cherchions à deviner l'homme à travers l'écrivain, nous trouverions, certes, le secret de son éloquence et de sa persuasion à la fois ferme et douce, non pas seulement dans l'art avec lequel il sait traduire sa pensée, mais aussi dans son admiration vivace, sincère, pour les illustres dont sont émaillés les chefs-d'œuvre qui les ravissent.

A une époque où l'esprit d'analyse a des insouciances systématiques pour tout ce qui n'est pas le fait positif, où l'expérimentation scientifique a des sécheresses et parfois des rudesses qui glaçant l'enthousiasme et atrophiaient la sensibilité, où le plus ou moins de matière grise du cerveau sert à expliquer tous les mouvements de l'âme, où le matérialisme à outrance, en un mot, règne en maître, l'idéalisme particulier à M. Merlet est de la plus heureuse influence.

Incontestablement, le siècle a mis son empreinte sur cette vaste intelligence d'homme qui possède avec la sérénité d'un vrai philosophe le charme et la séduction d'un rhétoricien de premier ordre.

Mais savant profond, M. Merlet fait preuve de cette mesure et de ce bon goût qu'il préconise et qu'il apprécie tant chez les Grecs. Pas un mot, pas une nuance, pas un sous-entendu ne peuvent froisser, s'ils lisent les deux volumes en cause, aucun des chefs de famille qui veulent que leurs enfants, chrétiennement élevés, puissent l'admiration de toutes les vertus, ailleurs, quoique en même temps, dans l'étude de l'histoire de la littérature grecque et latine.

Tact, convenance, réserve, dignité, tout cela se combine, sans s'atténuer, sous la plume de M. Merlet.

Ayant à parler des programmes universitaires de 1880, c'est en se cantonnant exclusivement dans l'exposé de son plan qu'il fait ressortir les avantages de l'instruction de l'histoire de la littérature grecque dans les lycées où, jusque-là, elle n'était pas obligatoire.

Les collèges, les écoles d'enseignement spécial, les jeunes filles elles-mêmes, cette classe charmante d'écolières à l'intelligence ouverte et vive, ont été l'objet des prévisions, des soins dévoués par l'ingénieux professeur pour leur faire acquiescer, sans peine, des connaissances

Eglantine Gabrielle
Jeanne Thibault
Blanche Miroir
Paravicioli
Dacourt
Jacqueline
Lecier
Pacini
Poulardot
Sir Jonathan
Anatole de Quillenbois
Bridgick
Thompson
Le constable
Crockley
Calsoun
Bitter
Bristow

La nouvelle direction des Bouffes-Parisiens a conservé comme chef d'orchestre l'excellent M. Baggers, et comme accompagnateur M. Berthemet.

Voici la liste des matinées qui auront lieu dimanche prochain :

Théâtre-Français, *Ruy Blas* ;
Opéra-Comique, *le Barbier de Séville* et *Richard Cœur-de-Lion* ;
Opéra, *l'Arlésienne* ;
Châtelet, *Coco féte* ;
Gymnase, *la Doctoresse* ;
Variétés, *le Voyage en Suisse* ;
Aigu, *Une cause célèbre* ;
Nations, *le Courrier de Lyon* ;
Folies-Dramatiques, les *Petits Mousquetaires* ;
Renaissance, *le Procès Vauradieu* ;
Ménus-Plaisirs, *la Mascotte* ;
Théâtre Cluny, *Mon oncle* ;
Théâtre-Déjazet, *aux Filles de Gambri-*

Alcazar, Scala, Concert Perislen, matinées ;
Cirque d'hiver, matinée enfantine.

M^{me} Sarah Bernhardt sera de retour à Paris lundi soir.

Nous apprenons une bonne nouvelle. M. Jules Lacroix, l'éminent auteur d'*Étude*

de la vie de la République, et de tant d'autres ouvrages littéraires, a subi hier avec un plein succès l'opération de la cataracte dans la maison des frères Saint-Jean-de-Dieu.

C'est le docteur Perrin qui a pratiqué l'opération — et il est très content de l'état de son illustre patient, qui — après de longues années d'une cécité presque absolue — va retrouver la lumière, à la grande joie de ses admirateurs et de ses amis.

Voici la distribution de la *Duchesse Lily*, drame de M. Flor O'Sgar, dont la première représentation aura lieu très prochainement au théâtre du Parc, à Bruxelles :

Gmerati
De Verrière
Le duc
Pierchast
Lemoine
L'intendant
Borina
Saran
De la Marlière
La duchesse
Mme de Chevennes
Jeanette
La gouvernante

MM. Esquier
Lugnet
Pascal
Durand
Monroy
Chomé
Camis
Lamy

Mmes B. de Ligny
Devoyod
Bessier
Camille

Aux Variétés, c'est M. Dupuis qui fera, cette année, le comère dans les *Politis de Paris*, la revue de M. Valabrége, Deconcelle et Grosclaude.

Mmes Chaumont, Baumann, M^{me} Baron, Léonce Lassouche seront les autres interprètes principaux.

A l'Opéra, ce sont les *Jacobites* que M. Porel va monter, dès qu'il aura fait passer le spectacle composé de pièces en un acte, *Un coup de soleil*, *Cynthia* et *la Veuve à la mode*, qu'on répète actuellement.

M. Widor a écrit de la musique pour l'œuvre nouvelle de M. Coppée.

Ainsi que nous l'avons dit hier, la première représentation de la *Duchesse Lily*, si difficile à s'assimiler lorsqu'une main habile n'en adoucit pas, d'avance, les côtés obscurs et broussaillés.

« Nous réduisant au *Panthéon* des grands classiques, dit M. Merlet, et aux œuvres populaires qu'il n'est plus permis d'ignorer, nous les interprétons par des notices assez développées pour comporter, avec un portrait exact du personnage, l'examen du milieu qu'il explique et la critique animée des textes qui ont immortalisé sa mémoire. C'est ainsi qu'à propos d'Eschyle, de Sophocle, d'Euripide et d'Aristophane, nous analysons et nous jugeons, par impression vive, toutes les pièces de leur théâtre. »

L'excellence de cette méthode s'affirme d'elle-même, surtout dans un temps où le maniement du grec et du latin « ne sera-t-il ou tard que le privilège du petit nombre. » Cette réflexion que M. Merlet consigne l'incite à vouloir que les maîtres « rendent l'abord des littératures antiques facile et attrayant pour ceux qui n'ont pas la clef de la langue. »

Nous ne pouvons pas nous lancer ici dans une dissertation sur la nécessité du maintien ou sur l'opportunité du rejet de l'étude approfondie des langues mortes, mais il nous est permis de signaler combien l'ostacisme qui les menace rend l'heure propice pour conserver à la génération positiviste que prépare cette fin de siècle, le souvenir, la physiologie, les productions supérieures de l'antiquité grecque et latine.

La littérature latine, dit M. Merlet, est éminemment nationale pour un peuple qui doit à Rome ses origines, ses lois, ses traditions et le génie même de sa langue... »

Les français qu'écrit M. Merlet prouve combien la familiarité et entière connaissance des orateurs et des écrivains de l'antiquité donne de fermeté, de conclusion, de justesse, de couleur et d'ampleur dans la phrase à ces formes de rhétorique que remplace trop souvent, de nos jours, dans les productions de véritables artistes malgré cela, le langage du faubourg, du trottoir et du cabaret.

Nous prenons au hasard parmi les modèles du genre dont abondent les études sur les grands classiques grecs et latins, cette citation relative à Tite-Live :

« Mais le narrateur défie toute comparaison, du moins parmi les anciens, dont aucun ne le surpassa par la netteté lumineuse du coloris. César se borne à dessiner des contours sobres et purs d'un crayon rapide et correct. Trop concis pour aimer les nuances, Salluste a des touches parfois âpres et brusques. Chez Tite-Live, tous les détails d'un ensemble harmonieux concourent, par une savante ordonnance, à produire des mouvements pathétiques, à exalter de belles figures, à émouvoir le spectateur, à parler sinon

mière représentation de la *Doctoresse* n'aurait lieu qu'après-demain samedi.

Demain vendredi, le Gymnase fera relâche pour répétition générale. À huis clos. D'après les bruits de coulisses, on compte sur un vrai succès de pièce et d'artistes. Le rôle Magnier, Descalcauz et Noblet sera, dit-on, étourdissant.

L'un de nos confrères nous met en garde, avec juste raison, contre certaines notes émanant de certains théâtres et constatant que l'on a fait le maximum, tel jour, alors que l'on a réalisé une recette de 270 francs !

Notre confrère ne nomme pas le théâtre, mais comme cette allusion pourrait s'appliquer injustement à d'autres scènes qui, réellement, font les recettes annoncées — Cluny, par exemple, qui, avec *Mon Oncle*, a encaissé, il y a quelques jours, 4,150 fr. 50, fait en semaine près de 1,800 francs — nous n'hésitons pas, nous, à déclarer que le théâtre en question se trouve dans la ligne des grands boulevards, au delà de la place de la République.

A chacun son bien !

Les recettes du *Courrier de Lyon* vont sans cesse en croissant. À côté de Paulin-Ménier, infatigable dans Chopart, Lacroix, sonnerie donne une grande allure au double personnage de Lesurques et de Dubosc. De la ce regain de succès qui va permettre à M. Baillande de monter paisiblement Notre-Dame de Paris.

A la Salle des Conférences du boulevard des Capucines, ce soir jeudi :

M. Francisque Sarcey : Pensées par M. l'abbé Joseph Roux.

G. DORANTÉ.

AVIS ET COMMUNICATIONS

La Bibliothèque scientifique internationale est œuvre de vulgarisation dans laquelle les savants de tous pays exposent leurs propres découvertes ; elle a pour collaborateurs Berthelot, Wurtz, Marey, de Lanesan, de Candolle, Herbert Spencer, A. Bata, Draper, Holmholz, le P. Secchi, etc. Ces noms suffisent pour indiquer la haute valeur de cette publication. (Voir aux annonces).

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

LA PATE ÉPILATOIRE DUSSER

Pour de petites moustaches la botte de 10 fr. suffit, pour des poils sur les joues ou au menton les dames ne doivent pas hésiter à prendre la botte de 20 fr. ; c'est, on peut dire, une dépense une fois faite, car les poils s'arrachent plus vite que la paille, et le résultat est plus complet et plus rapide (franco contre mandat).

Dusser, inventeur, 1, rue J.-J. Rousseau.

CHASSE AU RENARD

Nous pensons qu'il est bon d'informer les chasseurs et les fermiers, que le moyen le plus sûr et le plus efficace pour se débarrasser des renards, hôtes dangereux et nuisibles, est l'emploi de la fumée asphyxiante, composée par Ruggieri, le pyrotechnicien bien connu.

En effet, Ruggieri a imaginé une fumée asphyxiante chargée de vapeurs arsenicales, dont les effets sont terribles.

L'emploi de cette fumée est très simple et ne présente aucun danger. L'odeur qu'elle développe oblige les renards à ne plus habiter les terriers dans lesquels on en fait usage.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fouines, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

On peut, alors, soit le tirer, soit le prendre dans des collets.

aux yeux, comme Tacite, du moins à l'âme.

« Ainsi, par une sensibilité communicative, son imagination ressuscite les événements, les transforme en tragédies et en tire de grands effets de terreur, d'enthousiasme ou de pitié. Dans son style, Quintilien goûtait une caudeur éloquentes et ce qu'il appelle, avec une sorte de sensualité, une *abundantia lactee*. Les plus étrangers aux délicatesses de la langue latine reconnaissent dans ses récits la majesté seraine de Rome paisible et maîtresse du monde... »

Le portrait, la critique, le trait psychologique, l'influence du milieu, tout est là réalisant, surpassant même les promesses du début.

M. Merlet a dépensé dans ses études des grands classiques un talent qui en a fait en même temps que des œuvres supérieures des vulgarisatrices par excellence, ce qui d'ailleurs est le but d'un écrivain hors de pair, heureux de répandre, d'augmenter, d'incruster, pour ainsi dire, l'amour des lettres dans l'esprit de tous.

Plus étendues que les études sur les grands classiques latins, offrant encore un progrès, les études sur les grands classiques grecs sont le dernier mot de l'analyse ingénieuse, complète, explicative, éclairante.

M. Merlet, très souple de style dans sa force, arrive à dépeindre l'insaisissable dans son interprétation des *Nuées* d'Aristophane, par exemple. Après avoir signalé le début du *Juste* et de l'*Injuste* dans la comédie grecque ; après avoir suivi pas à pas l'infortuné Strapsiadès dans ses émotions et déceptions de père battu et mécontent, le critique dit excellemment : « Les *Nuées*, qui placent sur toute cette parodie et composent le chœur, symbolisent l'humanité d'un enseignement dont les paradoxes enténébraient

